

RÉSIDENCE GÉNÉRALE DE FRANCE AU MAROC
Direction Générale des Affaires Indigènes

COURS PRÉPARATOIRE
AU SERVICE DES AFFAIRES INDIGÈNES

LA PRESSE ARABE EN 1927

Par
M. l'Officier interprète principal MARGOT
Directeur du journal Es Saada

CONFERENCE
Faite à MM. Les Officiers du Cours d'Instruction Préparatoire au Service des Affaires Indigènes

La presse arabe, qu'il faut distinguer de la presse musulmane, dont certains organes sont de langue étrangère - en Turquie, en Perse et aux Indes notamment - a pris un développement considérable au cours de ces dernières années. En Egypte et dans le Proche-Orient, les périodiques de toutes nuances sont aujourd'hui si nombreux que, sous ce rapport, ces pays n'ont rien à envier aux nations les plus civilisées d'Europe et d'Amérique.

Cet essor a, du reste, été largement facilité par l'évolution extraordinaire de la langue écrite, évolution due à des modifications si profondes et si caractéristiques qu'elles ont créé en quelque sorte une langue nouvelle, l'arabe moderne qu'a adopté, fixé et propagé le journalisme et dont on a pu dire qu'il était aussi différent de l'arabe transcendantal de l'ante-Islam, du Coran et de la renaissance arabe que l'est le grec moderne du grec ancien.

Les hommes et les peuples d'Islam ont changé, les idées se sont-ouvertes des voies nouvelles.

Il a donc fallu que le langage, interprète de ces besoins nouveaux, se modifiât pour répondre à toutes les transformations de la pensée humaine. Que d'idées et par suite, que de mots ne crée pas chaque jour le progrès de l'industrie et de la science, que la presse de tous pays se charge de faire connaître au grand public?.

La langue arabe a été ainsi envahie par des termes et des acceptions qu'on ne trouve pas dans les dictionnaires. C'est ce qui rend la lecture des journaux parfois si difficile même à ceux qui ont déjà acquis de l'arabe littéraire une connaissance approfondie et pour qui les auteurs anciens n'offrent guère de difficultés.

Ces mots nouveaux purement arabes pour la plupart, ont été coulés dans les moules, préexistants sans presque d'emprunts aux langues étrangères, ce qui est à la fois une preuve de talent et de patriotisme. Enfin, le style journalistique s'est rendu assez indépendant de la syntaxe arabe; pour se faire plus analytique et par suite, plus clair, plus coulant, plus compréhensible.

EGYPTE

Les premiers journaux arabes parurent en Egypte grâce à l'initiative de Khedive Mohammed Aly Pacha, souverain aussi intelligent qu'audacieux qui voulait adapter son pays à la civilisation moderne en suivant les méthodes de progrès inaugurées par les Français dans la vallée du Nil quelque temps auparavant. Ceux-ci avaient en Egypte, pendant leur occupation du pays trois organes de presse, deux en français et un en arabe: "Le tenbih" (l'Avis). El Ouaqaïa El Masria (Les Evénements d'Egypte), fut alors créée, mais c'était en quelque sorte une feuille officielle destinée - surtout à éveiller la conscience - du peuple et à soulever l'opinion publique contre les prétentions de la Turquie à maintenir sa souveraineté sur la vallée du Nil.

Cependant, ce n'est que vers 1861 que la presse égyptienne prit véritablement son essor. La revue scientifique El Yassoub (L'Abeille Mère) parut, suivie bientôt de journaux politiques: Wadinnil (La Vallée du Nil), Hadikat El Akhbar (Jardin de Nouvelles) et Raoud el El Madaris (Le Stade Scolaire).

Les syriens d'Egypte - les syriens sont les grands initiateurs du journalisme arabe - firent paraître en 1873 Kaoukeb Ech Chark (L'Etoile de l'Orient); puis en 1876, El Ahram (Les

Pyramides) qui est de nos jours le plus grand journal d'Egypte et en 1860, El Mahroussa (La Bien Gardée). En 1877, la communauté Copte créa El Ouatan (La Patrie) et Misr (L'Egypte).

Aujourd'hui, la presse d'Egypte a des périodiques politiques quotidiens, hebdomadaires, bi-hebdomadaires, tri-hebdomadaires, mensuels en tous points comparables aux grands organes d'opinion de Paris, Londres ou New-York avec lesquels ils supportent, honorablement la comparaison, et d'innombrables autres publications littéraires, scientifiques, commerciales, économiques, agricoles, juridiques traitant de tout, voire même du féminisme.

On peut s'en faire une idée à l'énumération suivante:

El Ahram (Les Pyramides), fondé il y a 33an, le plus répandu des quotidiens égyptiens, compte un grand nombre de lecteurs dans tous le monde musulman de langue arabe de Maroc à la Mésopotamie et aux indes néerlandaise. Il tire à 35.000 exemplaires, il a un bureau, d'information duquel il reçoit chaque jour des télégrammes résumant les nouvelles de la presse européenne et américaine susceptibles d'inté-resser ses lecteurs; il a des correspondants par-ticuliers dans toutes les grandes capitales.

Sa grande diffusion l'oblige à se présenter comme un organe indépendant bien qu'il soit en réalité zaghlouliste et, défend la politique extrémiste. D'une façon générale, il est hostile aux Européens et n'a pas épargné la France à l'occasion des événements du Rif et de. Syrie, ce qui lui' a valu, d'être interdit au Maroc. Il, ne faut d'ailleurs voir là qu'une concession aux -tendances des lecteurs orientaux. En ce qui concerne particulièrement la question syrienne, toute en étant en principe partisan de l'indépendance du pays, il admet une politique de collaboration et ne suit pas dans ses exagérations, le comité syro -palestinien. Son directeur est un syrien chrétien de culture française.

El Moukattam, le quotidien cairote le plus répandu après El Ahram, a un tirage de 18.000 exemplaires et compte aussi de très nombreux lecteurs hors d'Egypte. Cet organe était autrefois considéré comme le porte-parole de la Résidence britannique, mais il s'est peu à peu écarté d'elle et montre aujourd'hui, beaucoup plus d'indépendance. Et s'il lui arrive parfois encore d'insérer des articles inspirés, la plupart du temps, il ne ménage pas ses critiques à la Grande-Bretagne.

A la fin de la guerre et après avoir été parti-san du projet britannique de confédération arabe le Mokattam a préconisé l'idée d'un contrôle américain sur la. Syrie. Il était alors très hostile à notre mandat, qu'il attaquait à tout propos et dénonçait l'impérialisme et « les méthodes colo-niales » de la France dans tous les pays soumis à son administration, à son protectorat ou à son mandat. Cependant, la Légation de France a pu agir auprès de ses directeurs et obtenir qu'il usât de plus de modération dans le ton de ses articles.

Ses directeurs sont des syriens grecs ortho-doxes convertis au protestantisme qui ont reçu une formation anglo-saxonne à l'université amé-ricaine de Beyrouth

Es Siassa (La Politique) tire à 14.000. C'est l'organe du parti libéral constitutionnel, c'est à- dire de l'élite intellectuelle du pays, professant des opinions modérées et ne répugnant pas à traiter avec. les Anglais.

Ses tendances nationalistes le rendent hostiles au mandat syrien. Ouvert aux idées nouvelles, il défend la cause de la Jeune Turquie et. Approuve Mustapha Kamal d'avoir réalisé la séparation des pouvoirs spirituels et temporel.- Son directeur est un musulman, docteur

endroit.

El Balagh (Le Communiqué), n'a que six ans. C'est l'organe principal du grand leader national Zaghoul Pacha. Son nationalisme extrémiste l'entraîne souvent à s'en prendre aux occidentaux et à applaudir toujours au succès des populations qui se révoltent envers leurs gouvernants étrangers, comme celles du Riff et de la Syrie.

Son directeur est un avocat musulman. Il tire à 12.000.

Kaoukeb Ech Chark (L'étoile d'Orient), du Caire, est aussi au service du « Wafd » (délégation), nationaliste égyptienne qu'a dirigé Zaghoul. Violent dans ses campagnes de politique locale, il se montre très hostile aux étrangers en général et prodigue ses critiques à la France.

Dirigé par un riche propriétaire musulman, il tire à 8.000 exemplaires.

Wadinnil (La Vallée du Nil), paraît à Alexandrie depuis plus de 30 ans. Très hostile à la France, ses tendances sont nettement panislamiques et xénophobes.

Son directeur est un ancien employé des postes. Il tire à 10.000.

El Akhbar (Les Nouvelles) est le journal de l'ancien parti nationaliste égyptien. Créé par feu Mustapha Kamal, Sa devise est: « Pas d'accord avec les Anglais avant l'évacuation complète du pays ». Réactionnaire, adversaire des laïcs d'Angora, panislamique et, par suite, hostile au mandat syrien, il est dirigé par un musulman, avocat et écrivain de talent. Son tirage est de 4.000.

El Ittihad (l'Union) est l'organe du parti du même nom. C'est un adversaire du parti Zaghouliste, partisan du roi. Il tire à 6.000.

El Bassir: (le Clairvoyant) est une feuille de second plan paraissant à Alexandrie, mais très acerbe envers la France qu'elle attaque dans son œuvre en Syrie.

El Kach Kouch (le Père-Mère) est un hebdomadaire satirique illustré presque exclusivement consacré à la politique intérieure. On peut encore citer:

El Hoqouq (Le Droit) juridique hebdomadaire; Ez Zirâa (L'agriculture) agricole; El Falah (Le Succès) politique hebdomadaire; Ellataif (!) (Beautés) maçonnique; El Mahakem (Les Tribunaux) juridique, Al Athar (Les Monuments) politique hebdomadaire; EL-Saika (La Foudre) politique hebdomadaire; El Rai El Am (L'opinion Publique) politique, El Fata (Le Jeune) féministe; Silsalat El Fokghate (Les Contes) anecdotique; Elkarbaj (La Cravache) comique; Aboul-haul (Le Sphinx) politique, El Sabah (Le Matin) politique; Lissan El Arab (La Langue des arabes) politique; El Sorour (La Joie) littéraire, et cent autres parmi lesquels il y a lieu de noter de remarquables revues mensuelles comme:

El Hilal (Le Croissant), littéraire politique illustrée; El Ikha (La Fraternité) littéraire; El Mokattaf (La Cueillette) scientifique illustrée; El Manar (Le Phare), religieux. réformiste; El Bayan (L'Eloquence), littéraire; Minerva (Mi-nerve) littéraire; Mossawir (L' Illustration), grand illustré, Zahra (Fleur) littéraire scientifique et sociale; Koulché (Tout) documentaire; El Iataïf El Mossawara (Beautés Illustrées), illustrées dont les exemplaires parviennent au Maroc et y sont lus attentivement.'

SYRIE

Mais si l'Egypte, qui est le berceau du journalisme arabe, semble être un terrain éminem-

ment favorable, de par son évolution dans tous les domaines de l'activité humaine, à l'écllosion des publications de toutes sortes il faut reconnaître que beaucoup de journaux indigènes d'Egypte sont - rédigés par des syriens qui ne trouvaient plus dans leur propre patrie des débouchés à leur activité littéraire.

Les journaux arabes se sont donc naturellement multipliés en Syrie où l'on trouve de nos jours:

El Bachir (Le Messenger), organe catholique de langue arabe, tri-hebdomadaire, fondé à Beyrouth en 1870 par les frères jésuites. C'est avant tout, un organe religieux, pro-mandataire et libanais par convection. Son tirage est de 1.500. Il est édité par l'imprimerie catholique, riche installation typographique.

El Bark (l'Eclair), quotidien chrétien et subventionné fondé en 1908. A l'origine, exclusivement littéraire, il se transforma en 1918, en feuille politique et se mit franchement au service du mandat français et de la cause du Liban. Ayant son imprimerie propre, il tire à 2.000 exemplaires. -

El Bayane (l'Exposé), hebdomadaire illustré, fondé à Beyrouth en 1923, qui ne tire qu'à 1.000 exemplaires, mais qui n'en est pas moins très répandu. En principe, pro-mandataire, comme tous les organes dirigés par des jeunes, il fait souvent de l'opposition à l'administration locale et critique indirectement le régime du mandat. Est en vente dans les grandes villes du Maroc.

El Balach (Le Communiqué), fondé à Beyrouth en 1911 par un chiite persan, tire à 12.000 exemplaires. Il prône le panislamisme et la libération de l'orient musulman de la domination de l'occident chrétien.

El Hakikat (la Vérité) est un quotidien musulman fondé en 1908 par le directeur de l'université musulmane de Beyrouth. Très fanatique, francophobe acharné, il sert la cause arabe avec un dévouement inlassable et fait une guerre systématique au mandat français. Actuellement suspendu, Il tirait à 1.500 exemplaires.

El Ikha (Fraternité), fondé à Beyrouth en 1910, a été subventionné par les Turcs durant la Grande Guerre.

Lissan El Hal (le Temps), fondé à Beyrouth en 1877, traite particulièrement les questions économiques. Il est surtout lu par les milieux, conservateurs, auxquels plaisent son ton correct et prudent et son style monotone. Il tire à 1.500.

El Omran (la Civilisation), quotidien chrétien, paraît depuis 1910 à Damas. Son attitude d'opposition lui a acquis une nombreuse clientèle et la sympathie des musulmans. Il tire à 1.800.

El Akhbar (les Nouvelles), quotidien politique de Beyrouth nationaliste extrémiste. Souriat Djedida (la Nouvelle Syrie) très francophobe.

Alif Ba (A. B.) grand quotidien de Damas, créé il y a 7 ans, est un organe musulman modéré dont la vogue a été aussi rapide que brillante.

Moktabes- (l'Emprunteur) politique de Damas.

Sada Al Ahoul (l'Echo des Temps), fondé à Beyrouth en 1923 est un quotidien chrétien de grand format qui a vite gagné la confiance de la jeunesse et les sympathies des milieux arabophiles. Il est recherché surtout en raison de la violence et du ton de ses articles. Il fait de "l'opposition non pas systématique, mais tapageuse et superficielle. Il est recherché sur-

tout en raison de la violence et du ton de ses articles. Il fait de l'opposition non pas systématique, mais tapageuse et superficielle.

A citer encore pour mémoire:

Syrie Beyrouth politique;

Ababil (Oiseau Fabuleux) qui selon le Coran Dieu avait envoyé contre l'armée d'Abraham, prince éthiopien, qui voulait détruire la Caaba;

El Misbah (la Lan-terne) politique;

Nechra es Bouyia; (les Annales Hebdomadaires) religieux protestant;

Lobnan (1e Liban) politique hebdomadaire;

El Irz. (le Cèdre);

Souriat (Syrie);

El Fourat (l'Euphrate), Alep

Raya (la Bannière) Alep

Chab (1e Peuple), de Homs et Saout ech Chab (la Voix du Peuple) politiques.

ASIE

Depuis quelques années des journaux arabes ont été créés dans d'autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, là où existent des populations de langue arabe ou de simples colonies d'arabophones, de syriens plus particulièrement.

En Perse, on trouve Assali Chark (la Liberté de l'Orient) mi arabe, mi persan.

En Mésopotamie: Al Alame Alrabi (le Dra-peau Arabe) officieux de Bagdad et El Aouqat El Basria (le Temps) de Bassora.

Aux Indes: le politique Nokhbat El Akhbar (Choix de Nouvelles) et El Djamyā (la Communauté) grande revue arabe hostile à la coopération politique éditée à Calcutta. A Java, trois organes arabes: El Ikbāl (la Vogue); El wifaq (la Concorde) et Hadramaut de Schrabāia.

En Arabie, Oum el Qora officieux du roi Ibn Seoud, qui a remplacé à la Mecque El Kibla organe de l'ancien roi, Hussein et El Falah (le Triomphe) que les Wahabites ont interdit.

En Palestine: El Akhbar (Les Nouvelles) de Jaffa

El Kodes Chérif (le Temple Sacré) et Nafais Al Asria (les Merveilles Modernes), de Jérusalem; et Al Ordon (le Jourdain) tous adversaires plus au moins déclarés des mandats européens en Orient.

En Turquie: El Adl (la Justice), hebdomadaire politique paraissant à Constantinople. D'autres périodiques ne sont arabes que de nom comme El Watan (la Patrie), quotidien politique; El ikdam (l'Audace) Taouhid el Afkar (l'Unification des Idées); El Ijtihad (l'Effort) littéraire; El Hakim (le Médecin), revue médicale illustrée, et Tijara (le Commerce) revue économique.

AMERIQUE

En Amérique, les Syriens fort nombreux, ont fondé à New-York un grand quotidien politique et d'information El Houda (la Bonne Voie) un hebdomadaire Mirat El Arab (le Miroir

des Arabes) francophobe anti -mandataire et une remarquable revue commerciale et économique; Al Majalla At Tijaria (Syrian Magazine) et au Brésil: El Mizane (le Balance; El Afkar (l'Idées), Al Ikhlas (le Loyalisme), francophobe, Al Brazil (le Brésil), revue illustrée, Al Kalam el Hadid (Parole d'acier)(!), journal libre penseur et communiste; ennemi de toutes les religions, très hostile à la France "Colonial et Impérialiste" et qu'on du interdire au Maroc.

En Tripolitaine existaient:

Tarables Al Gharb (Tripoli), officiel qui a disparu avec les turcs; Er Rakib (l'Observateur) que les Italiens ont suspendu et remplacé par El Adl (la Justice), organe officieux au service de la propagande fasciste.

AFRIQUE DU NORD

Passons maintenant à l'Afrique du Nord qui nous intéresse plus particulièrement.

TUNISIE

Et d'abord la Tunisie, à tout seigneur, tout honneur.

Après Hadika (le Bosquet), parut, il y a en-viron 65 ans, Ea Raid et Tounsi (l'Eclaireur), organe du gouvernement tunisien. Depuis, l'évolution s'est accélérée.

En 1907, fut créé Et Tounsi (le Tunisien) par les indigènes de la Régence appartenant à la jeune élite qui se disait ralliée à la civilisation française et dont on célébrait la haute culture, l'esprit libéral et la. fidélité loyale.

L'œuvre de progrès entreprise par la France en Tunisie, était-il inséré dans son article programme, commence à porter ses fruits. Une génération nouvelle, instruite dans la langue française et fortement imprégnée des idées gé-néreuses dont elle est le véhicule, se trouve, au-jour'd'hui, en état de prendre sa place dans la vie sociale de son pays et de participer au tra-vail de rénovation qui s'y accomplit. C'est dans ce but qu'elle a fondé Et Tounsi.

Le journal rédigé par le leader nationaliste Ali Bach Hamza fut, en réalité, un organe de combat contre la colonie française. Il encourut d'abord la suspension de quelques mois.

Après les événements du Djellaz en 1911, le « Tunisien » fut interdit. Et, le 13 mars 1912-après le boycottage de la Compagnie des Tramway de Tunis exercé par la population indigène le gouvernement expulsa ou interna les rédacteurs. Il avait découvert que leur officine était un véritable nid de vipères.

Il Y a 35 ans, fut créé le quotidien Zohra, très répandu dans toute l'Afrique du Nord, au Ma-roc notamment. C'est une feuille politique et d'information, d'opinion modérée et qui fut, subventionnée pendant longtemps. Elle s'occupe de tous les événements intéressant l'Islam et reproduit volontiers les articles de ses grands confrères d'Orient, même quand ils nous sont défavorables, ce qui lui a valu d'être interdite au Maroc pendant la guerre du Rif. Depuis, cette interdiction a été levée.

Les autres journaux de Tunisie, qui, tous, -visent à l'autonomie de la Régence et la récla-ment chacun selon ses concessions, peuvent être classés en deux catégories : 1) les partisans

d'un Dominion comme, le quotidien Nahda (la Renaissance) dirigée par l'avocat Guellaty, de-puis trois ans; Es Sawab (la Droiture) hebdomadaire, de Tunis également, dont le directeur Mohammed Jaibi est panislamiste modéré, et El Borhane (l'Argument) dont les articles arabes étaient traduits en français dans le "Libéral"

Les deux premiers journaux ont été interdits depuis peu au Maroc, l'un pour avoir mené une campagne contre les méthodes colonialistes pratiquées par la France en Algérie, le second pour avoir écrit, à l'occasion de l'inauguration de la mosquée de Paris, des articles nettement tendancieux où les paroles prononcées par Le Président' de la République étaient dénaturées et où le rôle joué par le Sultan du Maroc était ridiculisé aux yeux des musulmans.

2° Les organes du parti libéral constitution-nel du Destour (la Constitution) qui revendiquent une constitution: la création d'un parlement franco- indigène, une assemblée législative élue au suffrage universel et un gouvernement responsable devant cette Chambre des Députés, la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire; la liberté de parole et de réunion; la juste répartition des terres entre colons français et indigènes; l'égalité complète des fonctionnaires, tunisiens et français; l'instruction strictement obligatoire; la reconnaissance de l'arabe comme langue officielle, etc..

Ces journaux tous hebdomadaires, sont:

Lissan Ech Chab (la Voix du Peuple) de ton excessivement violent et d'esprit franchement hostile au Protectorat Français.

El Wazir (le Soutien) récemment interdit au Maroc pour avoir publié à l'occasion du congrès des peuples opprimés qui s'est tenu à Bruxelles, il y a deux mois, un ,article acerbe de l'avocat Ahmed Safi, secrétaire général du parti destourien, article dans lequel on lisait des phrases comme celles-ci:

"Il est inutile de dire le grand intérêt que nous portons aux efforts déployés à Bruxelles en vue de l'organisation des forces de combat contre l'oppression coloniale...

« La Tunisie, frénétiquement exploitée, continuellement sous le joug, demeure toujours la Tunisie."

« Le Gouvernement de la France peut être à droite ou à gauche; notre pays reste la patrie où il est interdit d'écrire, de parler, de se réunir et même de penser. Et si nous enfreignons les décrets de ce pouvoir absolu, nous nous ex-posons à l'emprisonnement, à l'internement ou à l'exil suivant le bon plaisir d'une administra-tion irresponsable.

«Quarante cinq ans sont passés sans qu'au-cune des améliorations solennellement promises aient été apportées à la vie matérielle et éco-nomique de la société tunisienne.

«Le paupérisme est maître. Nos terres ne nous appartiennent plus. Nos enfants sont fauchés par la maladie, faute de soins et d'hygiè-ne et nos adultes tombent loin de la patrie tunisienne au service d'une cause qui n'est pas la leur.

« Nous regrettons le passé. Le présent nous angoisse et nous entrevoyons un avenir atroce si le peuple tunisien ne persiste pas jusqu'au bout dans la lutte qu'il soutient aujourd'hui et qui, seule, est capable de le libérer.»

El Assr El Djedid (le Nouveau Siècle) de Sfax, qui a été suspendu pour sa xénophobie débordante.

Mourchid El Omma (le Conseiller du Peuple)- qui paraît à Tunis et est interdit au Ma-roc.

..

El Mounir (l'Eclaireur) de Tunis. ,

El Nadim (l'Intime) tri-mensuel illustré qui, dans ses dessins, ridiculise les colons français qu'affolent les revendications légitimes des citoyens tunisiens.

El Zahou (La Joie), Jahjouh (le Père- Mêle) et Jeha (le Pitre) tous trois satiriques et fort mé-chants à notre endroit..

Ifrikya (L'Afrique du Nord) que dirigeait le leader nationaliste Ahmed Tewfik el Madani et qui a été suspendu en 1925 pour sa campagne en faveur d'Abdelkrim en même temps que son directeur était interné à Alger.

El Moumathil (le Représentant).

Enfin, Al Ittihad (l'Union), El Omma (la Na-tion) et Habib el Omma (l'Ami du Peuple) dont la collusion avec le communisme moscotaire à été nettement établie.

ALGERIE

En Algérie, la presse arabe - j'entends la presse libre - a été longue à éclore. Les populations indigènes n'en ressentaient sans doute pas la nécessité. Soumises au régime de l'administration, directe, leurs aspirations r il n'y a pas bien longtemps, encore, n'avaient nullement besoin d'un journal arabe pour être interprétées. Comme elles tendaient à l'assimilation à la naturalisation, avec le maintien du statut per-sonnel musulman et s'adressaient tout naturellement aux représentants de la France, elles pouvaient mieux se traduire dans la presse française. Aussi bien, la jeune génération, for-mée dans nos écoles françaises semblait mieux préparée à exprimer sa pensée en français qu'en arabe.

L'Algérie n'eut donc pendant longtemps qu'un seul organe de langue arabe: El Moubacher (le :Messenger) qui n'était et n'est encore que la dou-blure du journal officiel du gouvernement gé-néral. Et on n'y a guère jamais lu que des dé-crets et arrêtés intéressant les indigènes, des nominations, mutations ou promotions dans la Légion d'Honneur, d'aghas, caïds, cadis et adouls. . Quelque temps avant la guerre, le Gouverne-ment Général ayant remarqué le peu d'intérêt offert par le « Moubacher » et comprenant, d'au-tre part, l'utilité d'un périodique de propagande français (dans les milieux autochtones créa Kaoukeb Ifrikya (l'Etoile Africaine) lequel ré-digé en langue vulgaire s'adressait plus parti-culièrement aux petits let-trés.

Cet organe fit œuvre utile pendant la guerre, mais il fut supprimé après les hostilités. Du reste, sa vogue ne pouvait être brillante.

Les euléma et ils sont nombreux en Algérie, dé-daignaient de lire une prose aussi dégra-dante pour leur belle langue; les gens peu instruits se 'souciaient peu de prendre connais-sance de ces récits fantastiques, de ces exploits imaginaires que le journal, assez naïvement d'ailleurs, met-tait dans la bouche de tirailleurs du front. C'était passez-moi l'expression - du bourrage de crâne dans toute l'acception du terme.

En 1920, la presse arabe libre fit son apparition.

A Alger, parut El Ikdam (l'Audace). Organe de l'émir Khaled, cet hebdomadaire mena une violente campagne contre le colonialisme. L'en-nemi pour lui, c'était le colon, qui mainte-nait la masse dans l'avilissement pour mieux se l'as-servir. Mais Khaled était un personnage trop in-trigant pour s'en tenir là. Il s'attaqua aux ins-titutions du pays; il fit appel au

concours de certains partis politiques de France et progressivement fut amené à une collusion avec le communisme. Le ton violent qu'il adopta dans ses articles, les critiques acerbes qu'il ne ménagea pas à l'autorité constituée, le trouble qu'il jet dans les esprits furent jugés pernicious. Après avoir été interdit au Maroc, il fut suspendu en Algérie et son directeur fut expulsé. Khaled partit en Egypte, où, après un certain laps de temps, obtint l'autorisation de rentrer en France. Là, faisant figure de champion de la cause algérienne, il fit des conférences assez déplacées de la part d'un ancien officier appartenant à cette famille d'Abdelkader envers laquelle la France s'était montrée si généreuse. Quoi qu'il en soit « El Ikdam » avait vécu.-

Mais le parti communiste était entré en rapport avec l'indigène algérien. Pour maintenir le contact, il créa en 1925 un nouvel organe bilingue à Alger Hable El Ittissal (le Trait d'Union) dont il confia la direction à une de ses créatures "Spielmami», ancien rédacteur de EL Ikdam.

Se prétendant l'organe des droits des indigènes musulmans, le nouveau journal eut pour programme politique la défense, l'éducation -et quelle éducation -et l'émancipation des indigènes algériens. Les revendications indigènes écrivait-il, n'aboutiront que s'il y a accord entre tous les éléments d'avant-garde du monde du travail et de la pensée.

A titre d'indication, voici le sommaire d'un de ses numéros:

Des écoles - des écoles - La colonisation algérienne et la question indigène- Contre les peuples de l'Islam: brigands et mystificateurs d'accord. - Les indigènes et la presse coloniale algérienne- Appel à la population indigène- L'Offensive des gros colons se précise. - L'évolution de la Tunisie et la déchéance du peuple algérien - La réaction à l'œuvre - Les ouvriers indigènes en France. - Les fonctionnaires laquais. -Le programme des revendications présenté par l'émir Khaled au Gouvernement et que voici:

1) Représentation au parlement à proportion égale avec les Européens algériens.

2) Suppression pleine et entière des lois et mesures exceptionnelles, des tribunaux répressifs, des cours criminelles, de la surveillance administrative; avec retour pur et simple au droit commun.

3) Mêmes charges et mêmes droits que les Français en ce qui concerne le service militaire

4°-Accession pour les indigènes algériens à tous les grades, civils et militaires sans autre distinction que le mérite et les capacités personnelles.

5° Application intégrale aux indigènes de la loi sur l'instruction obligatoire avec liberté de l'enseignement.

6° Liberté de presse et d'association.

7° Application au culte musulman de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat

8° Amnistie générale.

9° Application aux indigènes des lois sociales et ouvrières.

10° Liberté absolue pour les ouvriers indigènes de toutes catégories de se rendre en France.

Pareille presse ne pouvait être tolérée. Le gouvernement avisa, et le Trait d'Union sombra pour le plus grand bien de l'œuvre française en Afrique du Nord.-

Entre temps, un autre journal était né à Alger El-Farouq (le Juge) Patronné et dirigé par des indigènes inexpérimentés, son existence fut éphémère. Aussi bien, ses articles mal rédi-

gés et imprécis furent toujours sans portée. Parti-san de certaines réformes dans le cadre vétusté du passé, il était incapable de gagner les esprits; il ne pouvait qu'échouer lamentablement.

En 1920, En Najah (le Succès) parut à Cons-tantine. Il existe encore et compte de nombreux lecteurs au Maroc. D'abord petit hebdomadaire, il a grandi son format et paraît désormais trois fois par semaine.

C'est un organe modéré de défense des indigènes. Désireux de vivre sans tapage, son rôle est de plus en plus difficile. On l'a si bien compris en haut lieu qu'on l'a subventionné et qu'on le conseille volontiers quand il lui arrive de faire fausse route.

Actuellement, En Najah qui, pourtant, n'est pas toujours tendre pour la colonisation algérien est pris à partie par la plupart de ses confrères indigènes, tous organes de parti et naturellement extrémistes. Il défend l'institution des tribunaux indigènes qu'il regrette de voir dessaisir au profit des justices de paix françaises, dont l'extension de la compétence constitue, à ses yeux, un danger pour le peuple algérien, et il soutient l'amicale des cadis dans ses revendications. Il préconise l'instruction obligatoire pour tous les indigènes. Il déplore la situation lamentable des medersas algériennes et réclame leur réorganisation moderne. Il souhaite la rénovation des industries arabes et l'extension de la culture indigène avec l'aide de l'Etat. Il réclame enfin une représentation indigène au Parlement français. En somme, c'est un périodique de bon ton qui sait, à l'occasion, reconnaître les bienfaits de la civilisation française et l'on n'a pas tort de le soutenir car il est permis, de faire appel à son bon esprit pour soutenir l'influence de la France. Malheureusement, il manque d'envergure parce que les concours lui font défaut et sa vogue est précaire, car la jeunesse évoluée le trouve trop neutre, trop officieux -

Un autre périodique de nuance à peu près semblable a été fondé à Alger en 1922 par le docteur Ben Tami, conseiller général, c'est Etta-kaddoum (l'Evolution). Publié en deux parties, une en français et l'autre en arabe, il s'occupe tout spécialement des questions intéressant les indigènes: de la situation des fonctionnaires sujets français; de la circonscription et il proteste contre le maintien du service de deux ans pour les algériens musulmans et contre les inégalités dont sont victimes les gradés indigènes de la situation des travailleurs algériens en France où on ne les traiterait pas comme ils le méritent et d'où on veut les refouler pour les obliger à se mettre à la merci des gros terriens d'Algérie qui les exploitent honteusement, etc... Mais Ettakadoum fait surtout de la politique; il sert plus particulièrement la cause de son directeur, et quand vient l'époque des élections, il a toute l'allure d'un petit organe de province.

Journal de parti, il devait provoquer la création d'un organe adverse. C'est ce qui s'est produit. En Nacih (le Conseiller) fut fondé qui du reste, comme cela se produit ordinairement en pareil cas paraît très irrégulièrement et seulement pour les besoins de sa cause: les élections, communales, départementales ou celles des délégations financières.

L'Algérie, vous ai-je dit, arrive progressivement à la presse arabe, influencé en cela par sa voisine la Tunisie.

L'an dernier, on vit apparaître plusieurs nouveaux journaux à Alger., D'abord l'hebdomadaire- Wadi Mzâb (Oued Mzab) fondé par un riche mozabite. « Abou El Ikthan » El Hadj Brahim ben el Hadj Aïssa. Fort bien rédigé; ce -périodique défendit en premier lieu la cause

du Mzab. Les mozabits qui ne cessent de pro-tester contre le service militaire qu'on leur a imposé prétendent-ils, en violation du traité par lequel ils se sont placés sous l'influence française. Mais il ne tarda pas à étendre le cercle de ses revendications et se posa en adversaire déclaré du colonialisme français, en champion de l'Islam opprimé. Il publia, à ce sujet le 21 janvier dernier, un violent article intitulé : L'Islam agonise et les musulmans plaisantent)), article caractéristique d'un état d'esprit franchement hostile à la cause française dans l'Afrique du Nord.

"Les étrangers (au nombre desquels il range, naturellement les Français) ont exploité la sottise des musulmans, leurs vieilles querelles et leurs rancunes héréditaires, écrivait-il. Ils les ont soumis les uns après les autres, se sont emparés -de leurs richesses et des trésors de leurs pays. Quatre vingt deux pour cent des musulmans sont placés sous les régimes divers de l'administration directe, du protectorat ou du mandat qui, tous se traduisent par un seul mot: colonisation.

«L'Europe a asphyxié l'esprit islamique. Elle a anesthésié les corps musulmans. Elle nous a combattus et ne cesse de nous combattre par la ruse, la félonie, l'intrigue et toute la finesse dont elle est capable quand il s'agit de détruire une institution nationale et d'anéantir une race."

Pareille extravagance de langage ne pouvait être admise au Maroc où survenaient les exemples de Wadi Mzab. Elle y produisait la plus mauvaise impression. Aussi, l'introduction du journal fut -elle interdite, le 25 mars dernier, par ordre du Commandant Supérieur des Trou-pes. .

L'an dernier, parut à Biskra Sada Es Sahara (l'Echo du Sahara) petit organe nationaliste qui ne sut ou ne put se maintenir longtemps, mais dura assez toutefois, pour faire preuve à notre, égard d'un esprit peu bienveillant.

A Constantine, apparaissait à la même époque, un autre journal arabe Ech Chihab (la Flamme), organe de la jeunesse évoluée dont le propriétaire est un « novateur » notoire, Abdel Hamid ben Badis et le directeur, un autre puriste, Sid Ahmed Bou Cheina

Ech Chihab est partisan de la réforme Wahabite dont il s'occupe tout spécialement. Il combat violemment les confréries religieuses musulmane qu'il taxe d'hétérodoxie. IL préconise la destruction des mausolées des saints (marabouts) le sanctuaire de Mollay Idriss comme les autres, et aussi celle de tous les monuments funéraires élevés dans les cimetières ou ailleurs; il demande la suppression des dikr (oraisons spéciales religieuses) qui sont souvent, dit -il, contraires aux préceptes coraniques, il condamne, tous les sacrifices (celui de l'Aïd el Kebir notamment) des moussems, hadra, zerda et Zia ras et aussi et surtout, les exhibitions tapageuses et sanglantes des ordres barbares; issaoua et Hamadcha qui, à ses yeux, ne sont que des pratiques d'anthropologie incompatibles avec la pure doctrine de l'Islam. Il veut enfin que les musulmans s'abstiennent, dans l'exercice de leur culte, de toutes les innovations prétendues hérétiques qui ont travesti l'Islam et l'ont ridiculisé au regard des profanes. C'est en un mot, le champion du wahabisme dans l'Afrique du Nord, le promoteur d'une véritable révolution religieuse et sociale qui risque d'être dangereuse pour notre politique africaine si elle n'est pas au moins canalisée.

Sa campagne fait actuellement grand bruit en Algérie et au Maroc, où elle a même causé une certaine agitation dans les esprits à Rabat et surtout à Fès. C'est que «Ech Chihab» est

très suivi ici et qu'il a trouvé non seulement de nombreux partisans parmi les jeunes marocains mais aussi des collaborateurs bénévoles qui lui adressent des articles violents contre les chefs de Zaouia et leurs adeptes.

Ceux-ci en ont été très émus et pour se défendre, se sont adressés à un autre journal qui donne la réplique à « Ech Chihab », comme je l'indiquerai plus loin.

Dans son action réformatrice, « Ech Chihab » est secondé par un hebdomadaire de création récente El Bark (l'Eclair) de Constantine.

Quand il a pris naissance, ce dernier s'est déclaré feuille commerciale, économique et agricole au service des intérêts du pays, mais il s'est rapidement transformé en organe politique réformatrice.-

« El Bark » est la doublure de « Ech Chihab » dont il se distingue seulement par le ton grossier de ses articles. Il soutient la thèse du puritanisme religieux, mais au lieu de s'en tenir à une discussion académique, il s'attaque aux personnes, ridiculise les maîtres des grands ordres religieux et va même jusqu'à les injurier. Il élève la diffamation à hauteur d'une institution.

Et comme il a aussi ouvert largement ses colonnes aux jeunes marocains, on peut y lire des attaques personnelles très poussées qui ont le don d'entretenir et d'échauffer la querelle qui met aux prises les jeunes novateurs férus d'orthodoxie et les tenants des Zaouias. -

Comme il fallait s'y attendre, ces deux organes de combat ont amené la création d'un journal adverse. Celui-ci est né dernièrement à Alger; il a nom El Balaghe El Djezairi (le Communiqué Algérien). C'est un hebdomadaire aussi peu recommandable par sa tenue que « El Bark » dont il est l'ennemi acharné. -

Il se consacre tout entier à la défense des confréries religieuses en sollicitant le concours de tous les écrivains nord-africains qui réprouvent les calomnies répandues sur le compte des chefs des ordres religieux. Son appel a naturellement été entendu au Maroc et des articles de ton très acerbe lui ont été adressés par des marocains de Rabat, de Fez et d'ailleurs.

C'est tout pour l'Algérie.

FRANCE

Avant de passer au Maroc, qui nous intéresse, plus particulièrement, il me faut vous dire quelques mots d'une certaine presse arabe de France.

Je rappelle d'abord qu'à Paris, pendant la guerre, fut créé un grand journal arabe de propagande française El Moustakbal (l'Avenir) et une revue illustrée du même genre, Eltassaouif (!)(Le Panorama). Le premier ne dura pas longtemps. Sa diffusion était trop difficile à réaliser. La seconde, grâce à l'aide du Gouvernement, s'est maintenue jusqu'à ces temps-ci et donne de beaux clichés d'actualités assez judicieusement choisies.

En 1924, parurent à Paris, deux journaux communistes rédigés en arabe dialectal, pour être mieux compris du prolétariat indigène: El Fabrika (la Fabrique) et El Caserna (la Caserne). Ils étaient imprimés sur une seule feuille dans les presses de l'Imprimerie Daugan à Montmartre.

Au recto, c'était El Caserna écrite en arabe vulgaire émaillé de sabir et destinée aux sol-

datés indigènes.

Au verso, c'était « El Fabriqua » qui s'adressait aux ouvriers de l'Afrique du Nord employés dans les centres manufacturiers.

En voici quelques extraits à titre d'indication: « Soldats du Maroc, la France exploite votre patrie, 75.000 de vos frères ont été tués dans la Grande Guerre; 100.00 autres ont été blessés, et la France, qui vous avait fait des promesses -pour pouvoir vous conduire facilement au carnage, la France que vous avez sauvée, renie aujourd'hui sa parole.

« Si les ouvriers allemands réussissent à instaurer le régime révolutionnaire, l'impérialisme français aura vécu et les Arabes qui plient sous la férule s'affranchiront de la tyrannie française.

« Soldats du Maroc, mes frères, soyez amis des travailleurs allemands.

Et plus loin:

«A Paris, ils nous construisent des mosquées et au Maroc, leurs avions bombardent nos villages.-

«Au lieu d'édifier une mosquée à Paris, ils feraient beaucoup mieux de ne pas détruire celles du Maroc».

Un croquis représentait, marchant rigoureusement au pas, un ouvrier à casquette et un indigène à calotte conique, sortant d'une usine. Et puis, se vautrant sur de riches tapis, un officier français gros et gras, familièrement accroupi aux côtés d'un notable indigène. Un pauvre esclave aux joues creuses leur apportait sur un riche plateau une bouteille de bénédictine et deux coupes de champagne. La légende portait: «Il faut nous unir avec nos frères les travailleurs français, afin d'avoir ensemble raison des capitalistes qui font bloc pour nous exploiter ».

Et cet autre dessin: Une mansarde où le transplanté indigène contemple une assiette vide. Devant sa femme(?) visiblement française, et un gosse au chef orné d'une chéchia.

Inévitable contre-poids dans le croquis suivant, un bourgeois français fait la noce en cabinet particulier.

Légende: « L'ouvrier arabe crève de faim pendant que s'engraisse le bourgeois français. Ouvriers arabes, syndiquez-vous»

Ces deux périodiques paraissent encore de temps en temps.

Toujours en 1924, le "Sidi de Paris" fut créé, c'était un bulletin mixte, bi-mensuel, du foyer indigène colonial fondé par Madame Segheir Malte de Semo.

Son premier numéro portait cette plaquette "Les Sidis ont épargné 200.000 vies françaises pendant la guerre.» Il publiait plusieurs articles en français et en arabe dont un sur le foyer musulman de Paris.

A la vérité, cet organe n'avait rien de communiste, mais il n'en est pas moins vrai qu'il facilitait la propagande hostile à la France faite dans les milieux nord-africains de la banlieue parisienne.

D'autres feuilles communistes existent actuellement en France.

D'abord El Bairak Al Ahmar (l'Etendard rouge) qui a remplacé en septembre 1926 El Liwa -Al Ahmar (le Drapeau rouge) supprimé le mois précédent, par décision gouvernementale.

- Comme son prédécesseur, dont il avait conservé le sous-titre "Organe des travailleurs

coloniaux », il était édité à Courbevoie par une section du parti communiste.

Plusieurs de ses numéros ont été adressés à de jeunes marocains sans qu'ils les aient demandés. Il avait dans sa manchette: la faucille et le marteau au-dessus de la mention: Travailleurs de tous pays, unissez-vous.

Il publie un dessin représentant à Bizerte, les indigènes massacrés par des policiers et des soldats à la suite d'une grève. Il proclamait les revendications des révolutionnaires syriens et qualifiait de « repaires de crapules » le bureau de protection des indigènes de la rue Le comte à Paris. Il accusait la France de bâillonner la presse et de provoquer la famine dans l'Afrique du Nord. Il représentait des capitalistes français exploitant des indigènes qualifiés de « chair à canon » et « chair à travail ». Mais surtout, il demandait nettement l'indépendance des colonies françaises.

Supprimé après son quatrième numéro, il réapparut immédiatement (en France, l'organisation de la presse le permet) sous le nom de Er Rayat El Hamra (le Fanion Rouge) qui, non seulement proclame qu'il est l'organe du parti communiste, mais porte en manchette la légende suivante: « La colonisation en enlevant les bonnes terres aux indigènes, les a réduits à la misère. A bas la colonisation, par l'indépendance des colonies: ».

«Er Rayat Al Hamra » fait connaître les vœux émis à la suite des interventions de l'Algérien Messali, secrétaire général de l'Etoile Nord Africaine-, dont le Président d'honneur est l'Amir Khaled.

D'après lui, voici les revendications algériennes:

"L'indépendance de l'Algérie

"le retrait des troupes française d'occupation.

"La constitution d'une armée nationale

"La confiscation des grandes propriétés agricoles accaparées par les féodaux, agents de l'impérialisme, les colons et les sociétés capitalistes privées, et la remise de la terre confiscuée aux paysans. Respect de la moyenne et petite propriété. Retours à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat Français.

"L'abolition immédiate du Code de l'Indigénat et des mesures d'exception.

"L'annistie pour ceux qui sont emprisonnés, en surveillance spéciale ou exilés pour infraction à l'indigénat.

"Liberté de presse, d'association, de réunion, droits politiques et syndicaux égaux à ceux des Français qui sont en Algérie.

"Le remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un parlement algérien élu au suffrage universel.

"Assemblées municipales élues au suffrage universel.

"Accession à l'enseignement à tous les degrés. Création d'école en langue arabe.

"Application des lois sociales

"Elargissement du crédit agricole aux petits fellahs.

Les revendications tunisiennes ne sont pas moins détaillées; qu'on en juge:

«L'Indépendance de la Tunisie;

« Le retrait des troupes françaises d'occupation;

« L'organisation armée de la nation;

«L'assemblée nationale élue au suffrage universel.

- «Le suffrage universel à tous les degrés à par-tir de t8 ans;
 - « L' éligibilité dans toutes les assemblées;
 - « La langue arabe considérée comme langue officielle;
 - «Liberté de la presse, d'association et de réunion;
 - « Confiscation au profit de la nation des li-gnes de chemin de fer, ports, services publics possédés par des compagnies étrangère;
 - « Confiscation des grandes propriétés agri-coles accaparées par les féodaux, agents de l'im-périalisme, colons et sociétés capitalistes pri-vés, et remise de la terre aux paysans qui en ont été frustrés;
 - «Instruction obligatoire et gratuite en langue arabe;
 - «Droit syndical, droit de coalition et de grève pour tous les, travailleurs;
 - «Aide aux fellahs, larges crédits sans intérêt aux agriculteur».
- Les «revendications marocaines" ne sont moins longues, mais non moins nettes:
- « Retrait immédiat des troupes du, Maroc;
 - «Reconnaissance de la République du Rif;
 - « Libertés politiques et sociales;
 - « Droit syndical de grève et de coalition, journée de huit heures;
 - «Liberté de la presse, de parole et de réunion;
 - « Abolition du Protectorat. Indépendance- complète.

Deux autres périodiques du même genre paraissent à Paris.

Ech Chab el Afriky (le Peuple Nord-Africain) et AL Ikdam (l'Audace) organe de l'association (Etoile Nord- Africaine) qui ne se réclame pas apparemment du communisme, mais soutient les agitateurs indigènes Chedli, Lekhal et autres camarades.

MAROC

Zone internationale et zone espagnole

Le premier journal créé en pays marocain est Es Saada (le Bonheur) - Les indigènes aiment bien donner à leurs organes un titre de bon augure- Il parut en 1905 à Tanger, sous les auspices de la Légation de France. Son rôle consistait à faire comprendre aux autochtones l'attitude prise par la France dans la question marocaine, et à défendre les intérêts de notre pays en face des convoitises étrangères.

Après l'instauration du régime du Protectorat, Es saada fut transférée à Rabat pour y être plus directement inspiré par la Résidence Générale dont elle devenait l'officieux. On lui donna bientôt une organisation plus souple afin de lui assurer un développement meilleur.

A Tanger, ville internationale, la nécessité d'un journal de propagande française se faisant toujours sentir, on remplaça « Es Saada par El Tarakki (le Progrès) dont on confia la direction à l'administration de la « Dépêche Maro-caine », qui en fit en quelque sorte sa doublure et le fusionna avec Es Sabah (le Matin) qu'a-vait fondé un syrien attiré dans le pays par la conférence d'Algésiras.

«Et Tarakki » remplit son rôle pendant long-temps; il s'en acquitta convenablement et sut souvent donner la réplique à un journal arabe subventionné par le Gouvernement espagnol; El Hakk (le Droit).

«Et Taraqqi » s'éclipsa il y a deux ans, peu de temps après la disparition d'«El Hakk» que les Espagnols, installés dans leur zone, jugèrent bon de remplacer par un autre officieux de langue arabe placé auprès de leur haut commissariat de Tétouan El Islah (la Réforme).

«El Islah » qui paraît toujours, est un hebdomadaire sans grande prétention, rédigé par un, syrien avec le concours de lettrés marocains -- sous- la surveillance d'un interprète espagnol.

IL seconde, de son mieux, la politique espagnole au Maroc, fait ressortir la façon dont l'Espagne entend remplir sa mission dans l'Afrique du Nord et souligne les succès, rapportés par les troupes de la Péninsule. Son rôle fut difficile au cours de la lutte contre Abdelkrim, surtout au moment où les Espagnols se repliaient sur la ligne Primo de Riveira et parlaient d'aban-donner le Maroc. Il s'en acquitta honorablement sans jamais se montrer hostile à l'action de la France, même pendant la Grande Guerre. Il est, aujourd'hui, plus à l'aise et a pris un certain développement. Son tirage a augmenté et il circule dans les grandes villes de notre zone où les consulats espagnols s'emploient à lui trouver des abonnés. Mais sa vogue ici est d'au-tant plus restreinte qu'il est assez mal rédigé et que la cause qu'il sert rencontre peu de sympathie dans les milieux indigènes.

Pour l'épauler, les Espagnols viennent de fonder une superbe revue mensuelle illustrée El Ittihad (l'Union) dont la présentation soignée dénote un effort très sérieux. Elle a déjà publié de magnifiques photographies du Khalifa Mou-lay El Hassan, des hauts fonctionnaires Makhzen de Tétouan, des principaux chefs indigènes de la zone voisine et aussi des hautes personnalités du Protectorat espagnol, avec de beaux clichés des monuments andalous et marocains du nord.

Pour justifier son nom « El Ittihad » s'attache à établir des liens- durables entre les deux pays protecteur et protégé en faisant ressortir tous les bienfaits qui pourraient résulter pour le Nord Marocain d'une collaboration intime des deux éléments ethniques sous l'égide de la noble Espagne.

A Tanger, la nouvelle direction de la « Dépêche Marocaine » a bien essayé de lancer un nouveau périodique arabe Idhar el Hak (la Manifestation du Droit). Mais créé depuis plus d'un an, cet hebdomadaire ne réussit pas. Bien des éléments de succès lui font défaut dont le moindre n'est probablement pas le nerf du journalisme comme de la guerre: l'argent.

« Idhar el Hak » paraît irrégulièrement, ses éclipses sont successives et il semble bien qu'il soit voué à un échec définitif.

C'est qu'à Tanger, il est bien difficile pour la presse indigène locale, qui n'est pas soutenue, de concurrencer les grands organes arabes de l'extérieur qui viennent apporter aux indigènes des informations substantielles et souvent capituleuses.

D'autres petits journaux avaient bien tenté d'y vivre il y a trois ans, tels Akhbar el Alem (Nouvelles Mondiales) et En Nidham,(!) (le statut)(!), mais ils ne purent se maintenir et sombrèrent très rapidement, après avoir fait de nombreuses dupes un peu partout et principalement dans les grandes villes de notre zone.

Le premier avait été fondé par le turc Hussein Avni Bey, avec la collaboration de l'égyptien Hamar Hassan Natar (!), sous les auspices du capitaine anglais Munday. Il essaya en vain de gagner les sympathies marocaines en préconisant la création des sociétés(!) dans le

but de revendiquer pour les indigènes des droits égaux à ceux des immigrants européens.

Le second, «En Nidham», dont le directeur était l'égyptien Mohammed Osman, tenta par tous les moyens, de créer à Tanger un mouvement anglo-rifain. Cependant, malgré qu'il eut reçu à différentes reprises; des fonds de la part d'Abdelkrim, il disparut faute de subsides suffisants.

Depuis, des mesures ont été prises à Tanger pour éviter l'exploitation des indigènes par des journalistes véreux épaves de l'Orient et pour les quels tous les moyens sont bons pourvu qu'ils en tirent profit.

ZONE FRANÇAISE

En zone française, la réglementation de la presse a été établie par le dahir du 27 avril 1924(!) (B.O. page 296) qui a modifié et complété le dahir du 20 novembre 1920(!) (B.O. page 178) et la répression des infractions aux dispositions de ces deux dahirs a été fixée par l'ordre général du 24 janvier 1921 (B.O. page 175).

L'article 8 du 1er dahir dispose que tout journal ou écrit périodique publié même en partie, en langue arabe, ou hébraïque aura gérant de nationalité marocaine.

Le gérant doit être domicilié au Maroc, avoir la jouissance de ses droits civils, et n'avoir encouru aucune condamnation le privant de ses droits civiques.

L'article 9 stipule qu'avant la publication de tout journal ou écrit périodique il sera fait au parquet du Procureur général Commissaire du Gouvernement pour les publications européennes et au Secrétariat Général pour les publications en langue arabe ou hébraïque une déclaration contenant:

- 1) Le titre du journal ou écrit périodique et son mode de publication.
- 2) Le nom, le domicile et la nationalité du gérant.
- 3) L'indication de l'imprimerie où il doit être imprimé.
- 4) L'indication de la langue dans laquelle sera faite la publication.
- 5) Un certificat du Trésorier Général des Finances constatant le dépôt du cautionnement pour les publications qui y sont soumises.

L'article ajoute que toute mutation dans les conditions ci-dessus seront faites par écrit et signées des gérants dans les cinq jours qui suivront.

Cependant, l'autorité supérieure considérant que la publication de journaux et périodiques en langue arabe ou hébraïque doit être entourée des garanties nécessaires pour le maintien de l'ordre public dans l'Empire, l'article 7, qui stipulait que tout journal pouvait être publié sans l'autorisation préalable, a été complété par les dispositions suivantes insérées à l'article premier du dahir du 20 novembre (1920):

Toutefois, tout journal ou périodique rédigé même en partie, en langue arabe ou hébraïque, ne peut être créé ni publié sans qu'un arrêté viziriel d'autorisation ne soit au préalable intervenue, sur demande écrite adressée au grand Vizir par le Gérant. Cet arrêté est toujours révocable. En cas d'infraction, les peines prévues à l'article 6 sont applicables au propriétaire, au gérant et à l'imprimeur qui sont, le cas échéant, solidairement responsables des amendes. La saisie de tous les exemplaires publiés ou non, peut avoir lieu par mesure de police et, en cas de condamnation, le jugement peut ordonner la confiscation et la destruc-

tion.

En outre, l'article 2 stipule que l'alinéa 4 de l'article 9 du premier dahir relatif à la déclaration obligatoire est modifié ainsi qu'il suit:

L'indication de la langue dans laquelle sera faite la publication et la mention de la date de l'arrêté d'autorisation si la publication doit être faite en partie en langue arabe ou hébraïque.

Enfin, l'ordre général du Commandant en Chef du 24 janvier (1921) (B.O. page 175) considérant que les conditions de la publication de journaux et périodiques de langue arabe et hébraïque in-téressent le maintien de l'ordre et la sécurité publique, placés sous la sauvegarde de la loi martiale, ordonne ;dans son article unique:

«Toutes infractions aux dispositions du dahir du 20 novembre 1920, modifiant et complétant le dahir du 27 avril 1914, relatif à l'organisation de la presse, relèveront de la compétence des juridictions militaires, qui appliqueront aux auteurs des dite infractions les peines prévues aux articles 6 et 11 du dahir du 27 avril 1914: amende de 100 à 2.000 franc et emprisonnement de 6 jours à 6 mois de prison ou l'une de ces peines.»

Cette réglementation très opportune, a peut-être paru sévère à certains indigènes en mal de journalisme. Quoi qu'il en soit les demandes n'ont guère afflué... Il est vrai de reconnaître que les vieux marocains se soucient fort peu d'avoir une presse à eux; n'ayant jamais eu de journaux avant le Protectorat, ils n'en ressentent toujours pas le besoin. Il n'en est pas de même de la jeune génération qui, formée à notre école, brûle du désir de se produire.

Quelques jeunes lettrés instruits dans les deux langues ont déjà manifesté, à différentes reprises, le désir de créer une revue littéraire arabe.-

Leur intention quand elle s'est manifestée, a toujours été accueillie favorablement, mais sans doute faute d'entente ou de moyens, aucune demande formelle n'a encore été formulée ré-gulièrement.

Faut-il le regretter? Evidemment non. Rien ne presse. Le Maroc viendra à son heure au journalisme. L'on verra certainement, un jour, une presse arabe libre dans ce pays. Beaucoup de jeunes évolués d'aujourd'hui sont des journalistes en herbe. Elles débiteront très probablement par des revues littéraires de la nuance de celles qu'on trouve en Egypte. Ils seront sans doute prudents en commençant; mais ils aborderont rapidement des sujets plus capiteux que la littérature, ils traitent des réformes confessionnelles qui leur sont chères, questions de nos jours si délicates et si irritantes; ils viendront aussi à la politique et, dans ce domaine, il leur sera probablement difficile d'éviter l'accueil dangereux du nationalisme.

Jusqu'à présent si l'on fait abstraction d'Akhbar Telegraphia de Fez, qui n'est en somme qu'un bulletin d'information toute locale, publié sous le patronage des Services Municipaux, et d'Akhbar el Maghreb (les Nouvelles du Maroc), bulletin de renseignements rédigé par l'administration d'Es Saada, pendant la guerre, à l'usage des troupes marocaines du front qu'on voulait, pour entretenir leur moral, tenir au courant des nouvelles de leur pays, deux seuls périodiques arabes ont été créés au Maroc.

1) Akhbar Maghribia (les Nouvelles Marocaines) fondé à Casablanca le 5 mars 1921, avec pour gérant et rédacteur en chef un jeune fassi aussi peu expérimenté que cultivé, Bedreddine ben Fatmi ben Dris el Beckaoui et pour directeur politique, M. Carette-Bouvet.

C'était, en principe, un hebdomadaire commercial devant publier les nouvelles d'ordre administratif et politique qui lui seraient communiquées par les autorités compétentes.

Mais le gérant rédacteur indigène ne tarda pas à sortir des limites tracées. Il préconisa des réformes un peu hardies; il vanta les succès des kémalistes, critiqua l'enseignement donné à la jeunesse indigène marocaine et tenta d'entamer de façon assez inconsidérée une polémique avec Es Saada.

Akhbar Maghribia ne sut pas gagner la confiance du public auquel ils s'adresse et il s'éclipsa au bout de quelque mois.

2° El Janoub el Maghribi (le Sud Marocain) parut à Marrakech en 1923, mais dès décembre 1924, il suspendait sa publication. C'était un petit hebdomadaire rédigé en majeure partie par un gérant indigène guidé par un directeur français, L. Fernand Serve. Il s'occupait principalement de questions économiques et aussi de l'affaire riffaine en soulignant les échecs de la mission espagnole.

Au mois d'avril dernier, ce périodique réapparu dans la forme d'une revue mensuelle illustrée sous la direction de Nf. Fernand Serve avec, pour rédacteur et gérant, Si Mohammed ben Ahmed.

Le premier numéro dont la parution coïncidait avec l'ouverture de la Foire de Marrakech était soigné et bien présenté. Il était illustré de plusieurs photographies: celle du « Héros du Sud », le « Magnanime » Sid el Hadj Thami el Mezouari, pacha de la ville rouge; celle de son Khalifa, Si Ahmed el Biaz; celle du caïd des Rehamna, Si Mohammed el Ayadi et celle de M. Steeg, Résident Général. Ses principaux articles étaient les suivants:

Salut du Héros du sud à Janoub Al Maghribi, par le pacha Si Tehami lui-même;

Les grands travaux de Marrakech;

La santé publique; -

La situation commerciale du Sud Marocain

L'électricité à Marrakech.

Le développement de la culture aux Rehamna,

Le programme de la foire.

Comme vous le voyez, c'était prudent et assez opportun.

Du reste, « Djanoub Maghribi » paraît animé des meilleures intentions et s'il acquiert de la vogue - ce qui est douteux avec un programme aussi neutre que le sien - l'autorité n'aura nullement à s'en émouvoir.

Ainsi, peu ou point de presse arabe libre en zone française. Les Marocains y sont cependant aussi avides de nouvelles que leurs coreligionnaires des autres pays d'Islam. Le Gouvernement du Protectorat le sait pertinemment et pour obvier à cette pénurie de journaux indigènes et peut-être aussi pour en faire moins sentir le besoin à des populations encore insuffisamment préparées pour savoir faire le départ entre la bonne et la mauvaise presse, il a maintenu le journal officieux « Es Saada » dont je vous ai signalé l'existence tout à l'heure.

« Es Saada », vous ai-je dit, a été transféré de Tanger à Rabat au mois d'avril 1913 pour que l'impulsion de la Résidence Générale peut lui être donnée dans de meilleures conditions, tout fut mis en œuvre pour assurer le développement du journal et la régularité de son service.

La rédaction en fut d'abord confiée à un libanais sous la direction de M. le Gansu Mercier, aujourd'hui Inspecteur Général des Affaires indigènes.

L'administration fut installée en ville indigène et l'impression demandée à l'Imprimerie Ra-pide du Boulevard El Alou.-

Aujourd'hui, le journal est rédigé par des rédacteurs attirés avec la collaboration de lettrés marocains de la capitale et de correspondants arabes installés dans la plupart des grandes vil-les du Maroc.

Il paraît trois fois par semaine sur grand for-mat. Il tire à près de 3.000 exemplaires et est composé à l'Imprimerie Officielle du Protecto-rat, au moyen de linotypes arabes maniées par des syriens spécialistes et aussi de caractères à la main employés par de jeunes typographes marocains.

« Es Saada », qu'on a voulu rendre le plus au-tonome possible pour lui permettre de mieux gagner la confiance du public indigène, a une administration particulière et un budget spécial soumis à l'approbation de la Résidence Géné-rale. Ce budget est alimenté par les res-sources ordinaires des abonnements et d'une publicité officielle et privée, bénéficie d'une subvention du Protectorat.

J'en ai moi-même la direction sous ma res-ponsabilité, avec la réserve bien entendu de recevoir par l'intermédiaire de la Direction Générale des Affaires Indigènes, les directives d'ensemble de M. le Résident Général.

Le journal est accrédité dans tous, les servi-ces centraux et régionaux qui contribuent à son information.

Es Saada est lue dans tout le Maroc et aussi à l'extérieur: en Algérie, en Tunisie, en Orient voire même en Amérique; elle fait un service d'échange de numéros avec la plupart des périodiques de langue arabe que je vous ai énumérés.

Dans les villes marocaines, elle a des manda-taires qui se chargent de sa vente, de sa publi-cité et du recouvrement de ses abonnements.

A l'intérieur, ses exemplaires pénètrent très avant et franchissent même la limite de la dis-sidence. Mais là, elle ne saurait agir directe-ment, car, en tribu, le mandataire est impossi-ble à trouver. Il lui faut donc avoir recours à l'obligeance des Contrôles Civils et des bureaux des Affaires Indigènes, qui veulent bien lui prê-ter une aide efficace. Cette intervention des agents de l'autorité dans les affaires d' « Es-Saada » a bien l'inconvénient de donner au jour-nal un caractère nettement officieux, mais il n'y a pas possibilité d'agir autrement. Aussi bien en tribu, il vaut beaucoup mieux que les indigènes lisent les articles et informations d'Es -Saada qui sont triés sur le volet plutôt que ceux des autres journaux arabes de l'extérieur qui, eux, disent non seulement la vérité toute crue, mais encore la présentent souvent de façon ten-dancieuse.

« Es Saada » compte environ 2.000 abonnés payants – auxquels on ne réclame qu'un prix bien réduit et fixé aujourd'hui à 39 francs par an. Elle vend approximativement 500 numé-ros (exemplaires) dans les villes et distribue le reste de son tirage à titre gratuit et dans un but de propagande aux personnalités qui lui son désignées par les services compétents.

C'est qu' «Es Saada », vous vous en doutez bien, est avant tout un organe de propagande. de propagande française dans les milieux ma-rocaïns et aussi dans les pays d'Islam de langue arabe où l'œuvre civilisatrice de la France est suivie attentivement et souvent critiquée par des gens mal intentionnés ou simplement mal informés, car il faut reconnaître que tout ce qui nous est favorable n'est guère porté à la con-naissance du public par les grands pério-

diques arabes. Ils le passent d'autant plus volontiers sous silence que le faire connaître serait gêner le développement de leur thèse chère de l'é-mancipation des peuples islamiques prétendus opprimés.

Pour remplir cette tâche, le plus convenablement possible, Es Saada se tient en relation constante avec tous les services du Protectorat et elle prend plus particulièrement l'attache - car son rôle est avant tout politique - de la Direction Générale des Affaires Indigènes dont elle relève directement.

Es Saada s'attache donc à faire ressortir aux yeux des indigènes les bienfaits du Protectorat français au Maroc, à souligner la puissance morale et matérielle de la France dans le monde et à expliquer les pures intentions de notre pays dans l'accomplissement de sa haute mission civilisatrice en Afrique du Nord.

Elle publie les discours officiels prononcés par M. le Résident Général et les hauts fonctionnaires du Protectorat à l'adresse des indigènes. Elle relate les cérémonies officielles et les paroles échangées, à leur occasion, entre les autorités françaises et S. M. le Sultan ou les représentants du Makhzen Chérifien. Elle signale les importantes réalisations opérées dans tous les domaines de l'activité marocaine : enseignement, finances, travaux publics, industrie, commerce, agriculture, hygiène et santé publique. Elle fait ressortir l'extension de la sécurité et l'organisation pacifique et moderne du pays, s'employant ainsi de son mieux à seconder l'œuvre de l'administration et à la faire bien comprendre.

Elle suit la politique française dans le monde, dit l'influence de la France dans l'univers et démontre que notre pays met toujours sa force au service du Droit.

Elle rapporte les événements de l'extérieur en faisant un choix judicieux des faits qu'elle est obligée parfois de présenter avec des phrases enveloppantes, afin d'en atténuer l'impression, mais qu'elle dit tout de même pour qu'on ne l'accuse pas de cacher la vérité. Elle concourt ainsi à la contre-propagande.

Elle se fait en fin le moins possible, il est vrai, car c'est fort délicat - l'interprète de l'opinion publique quand, elle juge qu'il est opportun, pour calmer les esprits, d'exprimer des vœux légitimes que la population indigène brûle de porter à la connaissance de l'autorité compétente.

Et pour se faire mieux agréer par les milieux marocains, elle donne l'hospitalité aux écrivains du Maroc qui lui demandent d'insérer leurs articles.

Ces écrivains sont de jour en jour plus nombreux. Et tout ce qu'ils écrivent ne peut évidemment pas être inséré dans la tribune libre d'Es Saada. Il en résulte des mécontentements inévitables et les mécontents s'adressent à ces journaux de Tunisie et d'Algérie dont je vous ai entretenu, qui sont très heureux de leur donner satisfaction, car cela leur fait de la réclame.

Les lettrés marocains, les jeunes surtout, ceux qui croient avoir l'aptitude nécessaire pour se lancer délibérément dans la discussion des grandes questions politiques, religieuses et autres, forment déjà une pléiade appréciable. Impatients de se produire, et n'ayant pas encore à leur disposition une presse marocaine indigène, ils s'adressent comme je vous disais, aux journaux arabes de l'extérieur. Ils ont beaucoup écrit ces temps-ci dans des hebdomadaires d'Alge et de Constantine, dans ces organes de combat qui ont nom d'une part, « Chihab » et « Bar\l: », quand ils servent la cause des puristes entichés de Wahabisme et de réforme

reli-gieuse, les novateurs de l'Islam comme ils s'intitulent et d'autre part, Balagh Djazairi et « Najah » quand ils se font les défenseurs des adeptes des confréries religieuses, des conservateurs ou réactionnaires à vieux turban comme on les qualifie.

Une violente polémique a été engagée entre marocains controversée d'ordre religieux, disputes d'école comme il y en a déjà dans l'Islam; mais jamais au Maroc dans les colonnes de journaux.

Les partisans du puritanisme pour la plupart des jeunes enthousiasmés par les réformes d'Ibn Saoud, préconisent, je vous l'ai déjà dit; la suppression des confréries et zaouias, la démolition des saints mausolées (coupoles et marabouts) et des monuments funéraires élevés dans les cimetières et ailleurs, l'interdiction totale des sacrifices et des manifestations bruyantes et quel-quefois sanglantes des « Khouan » de certains ordres barbares, en un mot, le retour à la pure et primitive doctrine de l'Islam, à l'orthodoxie. Les partisans; des confréries leur donnent la réplique en défendant leurs institutions séculaires. La querelle s'est envenimée; des insultes ont été échangées, bref, une perturbation réelle des esprits en est résultée. Aussi bien, vous avez dû en avoir les échos et je n'y insisterai point.

Cependant, pareils faits sont bien de nature à nous permettre de conclure que l'institution d'une presse arabe libre paraît prématurée au Maroc.

La presse, en effet, est une arme dangereuse dans les mains de gens inexpérimentés. Bienfaisante à divers titres chez les nations civilisées, elle convient peu à peu aux peuples qui en sont encore au premier stade de leur évolution, surtout aux peuples arabes et berbères si facilement impressionnables.

En Orient, la presse arabe est aujourd'hui, toute entière, au service du nationalisme. Que sera-t-elle au Maroc quand elle fera ses premiers pas ? Ne risquera-t-elle pas d'être pernicieuse si les journalistes indigènes n'ont pas encore suffisamment subi l'influence de notre génie, s'ils ne sont pas bien imprégnés de notre esprit libéral et n'ont pas compris que la prospérité du pays est fonction de la coopération française ?

L'avenir nous le dira il nous le dira bientôt, car suivant le proverbe arabe: l'avenir, c'est demain.